https://www.ouest-france.fr/normandie/iles-anglo-normandes-les-liaisons-maritimes-depuis-la-manche-suspendues-au-passeport-57831eda-9e35-11ed-94dd-04728d451a97

Îles anglo-normandes : les liaisons maritimes depuis la Manche suspendues au passeport

Le département de la Manche va-t-il continuer à gérer, via une délégation de service public, les liaisons maritimes vers les îles anglo-normandes ? Pas si l'obligation de passeport n'est pas levée, répond Jean Morin, président du conseil départemental.



Les clients des liaisons entre la Manche et les îles anglo-normandes se sont considérablement réduits depuis le Brexit. | ARCHIVES OUEST-FRANCE_

Ouest-FranceDaphné CAGNARD-BUDIMAN.Publié le 27/01/2023 à 13h02

C'est un petit bout de papier qui pourrait bien avoir une grande incidence. La faute au Brexit : la détention d'un passeport valide est obligatoire pour se rendre dans les îles anglo-normandes, depuis le 1^{er} octobre 2021. Mais en 2022, près de la moitié des clients se présentant aux comptoirs d'accueil des Manche îles express n'avaient pas en leur possession le précieux sésame.

Conséquence : « Une réduction considérable de la fréquentation des liaisons entre les ports de la Manche et les îles. Sur ces lignes, nous ne gagnerons jamais d'argent, mais nous ne devons pas être trop déficitaires », explique Jean Morin, président du conseil départemental de la Manche, ce vendredi 27 janvier 2023.

Après deux années d'arrêt des liaisons entre les ports de la Manche et Jersey et Guernesey, la compagnie maritime DNO a relancé l'exploitation le 28 avril dernier. Mais une question se pose : pour combien de temps ?

« Notre ultime délai, c'est le 1er mai »

Le Département de la Manche vient de lancer un ultimatum. « Notre ultime délai, c'est le 1^{er} mai 2023, annonce Jean Morin. Si l'obligation du passeport n'est pas levée d'ici là, nous n'aurons d'autres solutions que de ne pas renouveler le contrat de prestation pour 2024-2025. »

En octobre 2022, Philip Ozouf, ministre des Relations extérieures du gouvernement de Jersey, expliquait dans nos colonnes vouloir « simplifier les démarches. Je vais faire le maximum pour trouver une solution des deux côtés. » Une main tendue dont Jean Morin a conscience : « Le ministre des affaires étrangères est sur le dossier, et il tient à ce qu'il aboutisse. Mais si aucune solution n'est trouvée, nous aurons tout fait. »